

DÉSERT POUR LES FEMMES EN ARIZONA

Carte blanche avril 2025

J'ai mis du temps à ouvrir l'accord de gouvernement fédéral, comme j'ai mis du temps à allumer la radio le jour de la victoire de Trump. J'ai besoin de silence. Le bruit ambiant m'est difficile. Les avis donnés à la hâte, le ping-pong politique qui ne s'arrête pas mais pire s'intensifie. Il y a une brèche si profonde qui s'est ouverte que je ressens le même vertige que lors de l'ascension de certains sommets. Pour ceux qui connaissent cet inconfort (je pèse mes mots), le besoin de silence est, dans ces moments périlleux, vital. J'en suis là, perchée, en plein vertige. Le bruit ambiant m'engourdit.

Je pense aussi que ça éveille un petit animal que je pensais endormi, celui qui avait rugi en moi à plusieurs instants il y a 5 ans, alors que nous traversions la crise COVID. Je rugissais de toute part et ce rugissement avait fini par m'épuiser. J'avais eu mal aussi, très mal. De voir que malgré l'étendue du désastre, nous n'avions finalement pas réussi à faire autre chose que limiter l'effondrement d'un capitalisme dévastateur. Mal de voir que le terme santé publique ne disait plus grand-chose à grand monde. Mal de voir que la revendication de préserver la liberté décidément ne s'appliquait qu'à ceux qui n'en avaient jamais été privée. Que ceux qui en étaient privés depuis toujours, et particulièrement les jeunes dit des quartiers, étaient un non sujet, sans parler du silence qui a suivi la mort d'Adil. Mal de mesurer l'étendue des empêchements institutionnels qui rendaient si compliquée la créativité dans un moment inédit que traversait le monde, sauf pour lever l'interdiction de rejoindre sa résidence secondaire. Cette confrontation à l'état du monde avait été brutale. Evidemment sans commune mesure avec celle des professionnels du soin qui ont traversé une épopée qui me laisse sans voix mais pas sans larme encore aujourd'hui.

Nous les avons déjà vu, dans ce moment inédit de l'histoire du monde, les prédateurs qui rodaient et tentaient de s'imposer. Ils criaient fort, s'agitaient, menaçaient. Sans eux, le soi-disant effondrement. Ils étaient déjà en pole position dans le monde d'avant. Se frayer un chemin jusqu'aux oreilles de nos élus n'avait pas été difficile. Les contours du tableau s'étaient dessinés à la vitesse de l'éclair : préserver le monde d'avant et éviter que nos élites économiques ne perdent trop de plumes. Les plumes des petites gens, ce seraient les dégâts collatéraux incontournables. Ce qui comptait, c'étaient les plumes des paons, de ceux qui font la roue sans cesse, ceux qui accaparent la richesse, la terre et la force de travail.

Savoir et éprouver, ça ne secoue pas de la même manière. Ni mon corps ni ma tête ne sont prêts à oublier la force de la désillusion qui m'a traversée, après quelques petites défaites qui en disaient grand de là où on en était. Cet accord

de gouvernement n'est évidemment que la prolongation de tout cela.

Dire que ce fut un étonnement serait mensonger. Depuis 2020, on le voyait poindre partout en Europe et même outre Atlantique. On voyait le fil rouge apparaître avec de plus en plus de netteté. Ici. Et ailleurs. Un même fil qui se déroule. Accaparement des terres habitables pour les plus puissants. Soins de la planète reportés aux calandres grecques. Démocraties en péril ou déjà enterrées. Patriarcat revenant au galop. L'ultime cri de l'ancien monde, sa peur de perdre du terrain, on les sent prêts à tout. Ces hommes qui, dans et hors de nos frontières, ne cherchent pas de consentement. Ils pensent savoir ce qui est bon pour les autres. Mais quand ils disent « les autres » ils pensent eux-mêmes. C'est ça qu'on entend dans leur ton, leur posture. Ils nous parlent sans écoute, parce qu'ils n'ont pas appris. Parce que tant de femmes leur ont tendu l'oreille pour écouter dérouler leurs paquets de certitudes. C'est le bouillon dans lequel ils ont grandi et ils ne veulent pas en sortir. C'est normal, ils ont trop à perdre. Alors ils nous la font à l'envers – pas que dans les promesses politiques d'ailleurs. Ils nous font croire que les gens ne veulent pas travailler. Ils omettent de préciser que ce que les gens veulent le plus, c'est un emploi stable, utile et non précaire qui lui est bel et bien en pénurie. Ils nous font croire que l'on quitte son pays pour venir profiter d'un autre. Ils nous font croire que les personnes précaires semblent tellement aimer ça au point de souhaiter rester dans cette situation.

La campagne électorale de la droite a donné le ton. Ils ont promis aux uns qu'ils ne payeraient plus pour les autres à savoir les fragiles, les peu formés, les cabossés. Cette promesse-là est effectivement bien en route. Ils ont promis aux autres, ceux qui peinent à nouer les deux bouts, les déclassés, les surnuméraires comme dirait l'autre, qu'ils auraient 500 € de plus dans leur portefeuille. Ils y ont cru. Je ne leur en veux pas. Au cœur d'un mensonge, il y a une lueur d'espoir. 500 €, c'est beaucoup quand on ne tient plus. Nous avons tenté d'expliquer ces petites choses à quelques paons pendant la crise COVID. 500 € c'était le prix de l'ordinateur que certaines familles ne pouvaient pas se payer pour suivre l'école depuis la maison. 500 € c'était la perte de salaire de nombreuses mamans solo qui avaient dû se mettre en chômage économique. Nous avons vu dans leurs yeux qu'ils ne comprenaient pas pourquoi nous faisons cas de ce détail. Voilà, d'autres avaient compris. 500 €, quand on a peu, c'est une bouffée d'oxygène et moi aussi, à leur place, je m'y serais accrochée.

Ce que je comprends moins, c'est comment une classe supérieure, bien éduquée et bien à l'abri, a soutenu cette trahison et ce mensonge. Je ne parle évidemment pas de celles et ceux qui ont atteint le niveau de vulgarité que l'on connaît encore mieux outre atlantique. Je pense à celles et ceux qui, de génération en génération, sont à l'abri. Comme des rapaces, ne plus laisser de place pour les autres, ne plus tendre leur main, leurs bras ou simplement leur regard ? Je ne conçois pas, je ne reçois pas de réponse, ma capacité d'empathie sur ce sujet est au bord du gouffre. Je vois le vide, je me demande comment ils remplissent ce vide, je cherche à attraper les bribes de leurs dialogues intérieurs. Néant.

Mais ce qui entaille encore plus mon cœur et ma conscience politique, c'est pourquoi des femmes – et je fais ici référence aux femmes économiquement et culturellement favorisées – ont voté pour ces idées ? Avaient-elles conscience qu'elles votaient pour des modèles qui latéralisent le soin au profit de l'accapement et du pouvoir d'hommes au sens masculiniste du terme ?

Pour celles qui avaient saisi, est-ce que quelque chose en elles a vibré quand elles ont compris que c'est dans cette voie que s'engageraient leurs frères, conjoints, pères, amis ? Est-ce pour éviter cette confrontation que tant de femmes, qui en ont la possibilité (c'est-à-dire a minima le temps), décident de laisser la question politique dans les mains des hommes ? Est-ce pour cette même raison que d'autres évitent de se plonger dans les programmes des partis pour saisir ce qu'ils ont prévu pour soutenir les femmes et ne pas les précariser plus ? Est-ce pour éviter la confrontation – encore – que ces femmes continuent à accepter que le soin, les gouter crêpes, les anniversaires des enfants et les rendez-vous chez l'orthodontiste c'est pour leur pomme ? Quel lien ? Tout ! D'abord, et on y reviendra, ce temps non payé permet avant tout le travail rémunéré des hommes – qui ne se sentiront pas toujours redevables, je ne dois pas vous faire un dessin. Que c'est aussi du temps qu'elles n'investiront pas pour lire la presse, les programmes politiques, les nourrir ou les contredire. C'est du temps qu'elles n'investiront pas pour s'engager dans des cénacles politiques et remettre le soin au cœur et je parle évidemment du soin du monde, pas d'elle-même, de leur alignement et de leurs enfants.

Le mois passé, je me suis accordée une journée entière pour écouter des chercheuses et des expertes, autant du nord que du sud du pays, au sujet des femmes et du travail. Leurs analyses et leurs chiffres chantaient en cœur que cet accord de gouvernement va l'encontre des femmes. Ce n'est donc pas qu'une question de photo de famille mal cadrée ou plutôt, disons plutôt que la photo n'est que la face visible de l'iceberg.

Ces études pointent la flexibilisation du droit du travail quand les besoins et horaires des enfants, eux ne sont pas flexibles. Elles éclairent l'injonction répétée à mettre les femmes au travail quand le taux de couverture en crèche est de moins de 50% en Belgique francophone et que ce taux atteint 20 % dans les quartiers les plus précaires. Elles évoquent la fragilisation des personnes qui dépendent du régime maladie et invalidité où les femmes sont majoritaires. Que si elles le sont, c'est parce qu'elles occupent des emplois pénibles, notamment dans les soins et les services. Elles disent encore bien d'autres choses. Que le recul de l'âge de la pension, pour ces femmes, a frappé durement leur corps. Que porter une personne, depuis un lit d'hôpital vers une chaise roulante, à 55 ans et au quotidien, ça abîme. Sans compter aussi que la majorité des maladies dont souffrent ces femmes (et le secteur des titres services n'est évidemment pas épargné) ne sont pas reconnues comme maladie professionnelle. Je répète, les femmes qui souffrent de tendinites chroniques ou de mal de dos ou de maladies respiratoires parce qu'elles passent leur temps pliées en deux à récuser nos

sanitaires, nos bureaux ou nos maisons avec des produits toxiques, ne voient pas leurs douleurs reconnues comme des maladies professionnelles. C'est sans compter que leur épuisement est aussi lié à la difficulté, pour leur corps et leur esprit, de récupérer. Parce qu'à côté du travail rémunéré, elles occupent un travail appelé joliment reproductif c'est-à-dire la lessive, la cuisine et le reste. Que cet aspect des choses est évidemment complètement invisibilisé encore en 2025. Que les chiffres montrent clairement l'explosion du temps partiel pour les femmes à l'arrivée du deuxième enfant - on saisit le glissement entre le travail rémunéré et le travail reproductif. Que cela impactera durement leur pension qui ne sera, avec le temps partiel, pas mirobolante. Vous l'aurez compris, plus nombreuses dans des métiers faiblement rémunérés, plus nombreuses dans des emplois à temps partiels, plus nombreuses à ne pas mettre les pieds en éventails en rentrant à la maison, elles termineront leur carrière sur les genoux (passant du soin des enfants au soin des parents en plus de leur métier). Et pour celles qui auront tenu jusque-là, une petite pension indigne. C'est le même corps qui va travailler le matin et qui quand il rentre, se charge du reste, murmurait une directrice de mutuelle pour clôturer ce colloque. C'était bien dit, nous n'avions rien à ajouter.

Soyons clairs, ils ne s'y sont pas trompés, les hommes qui ont rédigé cet accord de gouvernement. Le socle du modèle de société qu'ils prônent se base précisément sur l'investissement des femmes, à titre gratuit, dans le soin des enfants, du foyer et encore mieux des maris (et j'évite de m'épancher ici sur ce trébuchement du gouvernement autour de la non reconnaissance du congé de maternité dans le calcul des pensions). Pour être bénéficiaire, le capitalisme doit diminuer un maximum l'investissement dans le soin pour le transférer vers les ménages et disons encore aujourd'hui majoritairement les femmes. Au même titre que le capitalisme exploite la nature, les ressources naturelles et le vivant, il exploite les corps en général et celui des femmes en particulier. Et si ce n'est pas le nôtre, on va les chercher à l'autre bout de la planète et on les emploie dans des statuts précaires et sans protection, pour prendre soin des enfants, du foyer ou de nos aînés, le plus souvent à 5 € de l'heure (moins que le montant préconisé par la Ligue des familles pour les baby-sittings réalisés par nos ados, notre petit cousin, cousine, neveu ou nièce).

Ce qui se déroule sous nos yeux, c'est l'accélération d'un monde déjà dépassé.

Cet accord est donc incompatible avec l'émancipation des femmes. C'est sa grande brèche. Si les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête, ce n'est pas qu'un slogan. Nous avons sous le coude une arme et pas des moindres... Retenons ça et embarquons les hommes, les nôtres, nos cousins, maris, frères et amis qui, pour partie, se soulèvent déjà contre la virilité ambiante qu'ils rejettent, sinon dans leurs gestes et comportements au moins dans l'intime qui les habite.

Alors voilà, j'ai baladé un temps cet accord de gouvernement avant de l'ouvrir. Je l'avais emporté en vacances (quelle idée !), il est maintenant sur mon bureau, après avoir logé un petit temps sur les escaliers. J'avais pris la peine de le mettre

dans une petite farde à anneaux, comme la bonne élève que je n'ai jamais été. Je l'ai ouvert, je m'y suis plongée, il m'a glacé à bien des égards et puis je l'ai refermé soigneusement. Depuis un certain temps, et certainement depuis que j'ai croisé le Covid 19, je pense que nous devons accorder moins de temps à s'insurger et plus de temps à construire. Mon rugissement n'a plus besoin de mesurer l'étendue du gouffre pour trouver l'élan, pour avancer envers et malgré tout, avec les gens, sur les territoires, pour préparer la suite. Parce que des tonnes de travailleurs du soin (au sens large et j'y inclus la culture) et de citoyens (et des élus locaux aussi, il faut bien le dire) ont un élan époustouflant pour construire un monde plus inclusif, démocratique et respectueux de notre précieuse planète. C'est en les écoutant et en les regardant que mes yeux s'embrument, que mon cœur s'emballa, que mon espoir renaît. Parce que c'est avec eux et auprès d'eux que je trouve du souffle, que je croise l'intelligence et l'intérêt pour le collectif. C'est auprès d'elles et d'eux que les slogans qu'ils ne prononcent pas prennent forme. C'est quand je les observe que je ressens qu'ils et elles ne se laissent pas faire. C'est auprès d'eux que je respire l'audace, la créativité, la poésie dans une oreille tendue.

Nous ne pouvons pas passer les années à venir à ne faire que nous époumoner aux oreilles de ceux qui n'écoutent pas, ceux qui ont décidé de tracer leur route, ceux qui déjà ont décidé de mettre la démocratie de côté. Il faut le faire, évidemment mais ce sera insuffisant, très. Autrement dit, dire ne suffira pas et surtout ne suffit plus. Il va falloir être concret, obtenir des victoires pour les gens, redonner l'espoir en leur prouvant qu'ils et elles ne sont pas seuls. On va faire court. La solitude, la fragilité, l'isolement, le sentiment de ne pas compter pour nos démocraties, c'est ça que vivent les publics qui passent la porte des services sociaux. Tout ça génère de la colère, beaucoup. Cette colère cherche des réponses, partout. Elle finit par trouver son chemin, souvent dans les « promesses-mensonges » et rarement dans la nuance. Chaque solitude, chaque colère, chaque sentiment de défaite vis-à-vis de la société représente un risque de plus dans les urnes.

Alors nous devons nous y atteler, collectivement, dès maintenant et chacun à notre échelle. Il y a celles et ceux qui ne se sont pas encore époumonnés et qui peut-être, trouverons la force de le faire. Il y a les femmes qui auront envie d'éveiller d'autres femmes, et d'autres hommes, pour se lever ensemble contre l'exploitation de nos corps ou celui de nos sœurs et frères du sud. Il y a celles et ceux qui aurons envie de recréer de la solidarité en allant chercher ces solitudes une à une, dans leurs rues, dans leurs quartiers et peut-être avec leurs voisins. Il y a celles et ceux qui offriront leurs oreilles, pour entendre les colères, pour accueillir la révolte, l'incompréhension, le sentiment d'abandon. Il y a celles et eux qui sont animés par la convivialité à l'échelle des quartiers. Organiser des espaces et des temps de rencontre, de repas, de partage. Trouver des lieux pour les vivre, les rendre chaleureux, beaucoup. Il y a celles et ceux qui seront plus présents que jamais pour soutenir les projets sociaux et les équipes qui seront inévitablement fragilisés financièrement. Il y a celles et ceux qui prêteront main

forte au secteur de l'aide et du soin pour qu'ils puissent continuer à accueillir et soutenir ceux que nos gouvernements laisseront de côté – je pèse mes mots une fois encore. Il y a celles et ceux qui auront la possibilité d'offrir du soin aux travailleurs du soin. Il y aura celles et ceux qui se sentent mieux de mettre les mains dans la terre, pour soutenir ceux qui nous nourrissent, à bout de bras et à coup de petits lopins et qui se font chaque jour encore manger un à un par l'agro-industrie. Il faudra les soutenir beaucoup, pour ne pas qu'ils et elles se fanent, avec leurs salaires de misère.

Il y a évidemment tout ce à quoi nous n'avons pas encore pensé, toute l'audace et la créativité qui apparaîtront au fil des rencontres et de notre route.

L'urgence est bien de se mettre en route. Le mot d'ordre est simple, construire pierre par pierre, dans les gestes plus que les mots, un monde plus solidaire, plus démocratique et respectueux des fragilités du monde. Le danger est de se laisser gagner par le repli, l'habitude ou même la flemme. Le danger est de rester sur nos rails et ne pas oser lâcher ce qui ne fait plus sens aujourd'hui.

Il n'y a aucune fatalité. Rien n'est écrit, rien n'est inscrit. Le monde n'est pas obligé de tourner au vinaigre mais puisque que c'est le cas, nous devons organiser des îlots de solidarités, d'entraide et de soin, tant que c'est encore possible.

Il n'y a aucune fatalité, nous ne sommes pas obligés de continuer à vivre dans un monde dans lequel la consommation d'objets inutiles et polluants reçoit plus d'attention politique que les métiers du soin. Ce monde-là doit cesser, parce qu'il est incompatible avec la vie sur terre et surtout la vie digne de la majorité du monde.

Il n'y a pas de fatalité mais il y a urgence. Urgence à ne pas croire que la vague ne va faire que passer, urgence à ne pas courber l'échine, à ne pas faire que s'époumonner, à ne pas se soumettre, à retourner sa veste si soi-même ont a été dupé, à mettre les mains dans le cambouis. Un petit peu pour commencer et de plus en plus si c'est possible. Rien qu'à l'écrire, je nous y vois, je me réjouis, je vois du joyeux. Voilà où se situe notre espoir, notre réjouissance, l'énergie qui nous met sur pied tous les matins !

Céline Nieuwenhuys

Secrétaire générale de la Fédération des Services Sociaux